



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 17 AVR. 2023**

mettant en demeure la société Manutention Transport Service de respecter des dispositions d'exploitation et d'aménagement de ses installations de Strasbourg, rue de Dunkerque

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles R. 181-46 II et L. 171-8 ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique (...) 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) (...) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 juin 2021, codifiant les prescriptions associées aux autorisations d'exploiter les installations de la société Manutention Transport Service (MTS) à Strasbourg ;
- VU le rapport de la visite du 21 mars 2023 de l'inspection des installations classées des installations de la société Manutention Transport Service (MTS), rue de Dunkerque à Strasbourg ;
- VU le courriel du 13 avril 2023 dans lequel la société MTS ne conteste pas les constats fondant la présente mise en demeure et indique, en ce qui concerne les déchets de matière plastique « *L'activité sera définitivement stoppée une fois le déstockage terminé* » ;

CONSIDÉRANT que la société MTS (l'exploitant) exploite, sans avoir notifié au préalable cette modification notable au préfet, un dépôt de déchets de matières plastiques de 734 m<sup>3</sup> relevant de la rubrique 2714-2 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT que ce dépôt est exploité dans un bâtiment dont des parois sont à moins de 20 m de la limite du site au mépris de la disposition de l'annexe I de l'arrêté ministériel susvisé du 6 juin 2018 qui veut que : « *Pour les rubriques n° 2711, 2714 et 2716, les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage en extérieur) sont éloignées des limites du site de a minima 1,5 fois la hauteur, avec un minimum de 20 mètres, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.* » ;

CONSIDÉRANT qu'à défaut d'avoir examiné, préalablement à la création de ce dépôt, les conditions de son implantation en référence à l'arrêté ministériel susvisé du 6 juin 2018, l'exploitant ne peut justifier que « *les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) restent à l'intérieur du site*

*au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120. » et qu'il ne peut être certain que le bâtiment, ancien, qu'il utilise respecte les dispositions constructives requises ;*

CONSIDÉRANT que de ce fait, il convient de mettre l'exploitant en demeure d'exploiter le site dans le respect de l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral susvisé (en établissant la liste des installations classées), sans que cela fasse obstacle à ce qu'il dépose ultérieurement une notification préalable dans les conditions de l'article R 181-46 II du code de l'environnement qui dispose : *« II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. » ;*

CONSIDÉRANT que des tas de bois présents sur le site atteignent jusqu'à 6 m de hauteur et qu'ils dépassent ainsi la hauteur limite de 3 mètres prescrite à l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral pour les dépôts visés à la rubrique 1532 de la nomenclature des installations classées : *« Les tas ne dépassent pas une hauteur de 3 m »;*

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;*

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> - prescriptions à respecter

La société MTS, 7 rue de Dunkerque 67000 Strasbourg, est mise en demeure de respecter, dans un délai de **deux mois** suivant la notification du présent arrêté, pour l'exploitation de son établissement de Strasbourg, rue de Dunkerque, les dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 21 juin 2021 :

- Article 1.1.2 : liste des installations classées. L'exploitant n'exploite pas, sans notification préalable au titre de l'article R 181-46 II susvisé, de dépôt de déchet des régimes déclaratif ou d'enregistrement que le tableau de l'article 1.1.2 ne mentionne pas,
- Article 1.1.2 : la hauteur des tas de bois visés à la rubrique n° 1532 de la nomenclature des installations classées n'excède pas trois mètres.

### Article 2 - mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

### Article 3 - sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être

fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 4 : voies et délais de recours**

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

#### **Article 5 - exécution**

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MTS, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Strasbourg.

Pour la Préfecture par délégation  
le Secrétaire Général



**Mathieu DUHAMEL**

